

(Source : [Radio-Canada](#))

Les lecteurs de Triplex connaissent déjà les dangers que le projet de loi américain SOPA ([Stop Online Piracy Act](#)) fait courir à la créativité, à l'innovation et à la liberté en ligne. Dès novembre dernier, nous vous avons [fait part de la perversité de ce projet de loi](#), un mois après sa présentation à la Chambre des représentants. La semaine dernière, nous vous faisons [un état de la situation](#) (et de l'opposition au projet) au moment où le Congrès américain entamait l'examen du SOPA.

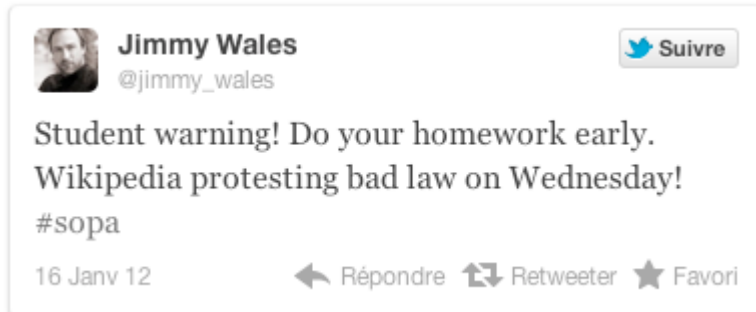
Ceux qui se joignent à nous et qui veulent savoir pourquoi ce projet de loi représente une grande menace et pourquoi il est si controversé, même en dehors des États-Unis, peuvent écouter l'éclairante entrevue d'[Anthony Hémond](#), spécialiste de ce genre de questions et avocat chez Allali Brault, à l'émission [La sphère](#) de samedi dernier: ([entrevue, audio, 10 minutes](#)).



La grande noirceur

Beaucoup de grands joueurs de l'Internet ont joint leurs efforts pour lutter contre le projet. Google, Facebook, Yahoo!, eBay, AOL, Twitter, LinkedIn, Mozilla Foundation et Zynga ont tous cosigné [une lettre contre le SOPA](#) (PDF).

Mais Wikipédia, le sixième site le plus visité du monde, va un cran plus loin : demain, il fermera la version anglaise de son site pendant 24 heures en signe de protestation. Reddit, Mozilla, WordPress et BoingBoing vont lui emboîter le pas.



« Attention, étudiants! Faites vos devoirs à l'avance. Wikipédia proteste mercredi contre une mauvaise loi! »

La section anglaise de Wikipédia bloquera l'accès à toutes ses pages pour protester contre le SOPA et envoyer un signal fort à la communauté : Internet doit rester libre. Demain, Wikipédia s'éteindra, comme s'il était sur la liste noire du SOPA. Et plus aucune des informations que contient le site ne sera accessible...

Il y a encore de la lumière à Washington

La décision de Wikipédia a été prise avant que [le Congrès annonce qu'il allait mettre la pédale douce sur le projet SOPA](#), annonce qui a été faite après que [la Maison-Blanche se soit prononcée contre le projet de loi](#). « Tout effort pour combattre la violation des droits d'auteur en ligne (*online piracy*) doit prendre en compte le danger de censurer aussi des activités légales et ne pas empêcher l'innovation des petites et grandes entreprises. »

La Maison-Blanche refuse de cautionner le blocage de sites (*DNS-blocking*), cause qui devait être entendue demain, mais qui a finalement été reportée. Un répit du côté des antiSOPA, donc.

SOPA et PIPA en bateau

La blague qui circule en ce moment : « [SOPA et PIPA sont sur un bateau](#), SOPA tombe à l'eau, qui reste-t-il? »

Le projet de loi Protect IP Act (PIPA) a pour objectif de donner aux compagnies et au gouvernement américain le droit de poursuivre tout site web qui contreviendrait à la législation sur les droits d'auteur, qu'il soit américain ou non. Ce projet de loi n'est qu'une

réincarnation d'un autre projet de loi, le Combating Online Infringement and Counterfeits Act (COICA), qui a pourtant été abandonné en 2010.

Le PIPA est aussi dangereux que le SOPA, car il forcerait les fournisseurs d'accès à Internet à bloquer tous les sites contrevenant aux lois américaines sur le droit d'auteur. Il permettrait aussi de poursuivre les moteurs de recherche, blogues et répertoires de sites qui ne mettent pas en place une liste noire de sites à bloquer. Et, nerf de la guerre, cette loi forcerait les agences de placement publicitaire à retirer leurs pubs de tels sites.

Quand on voit ce qui se passe avec ce jeune Britannique, Richard O'Dwyer, on comprend que ce qui se décide à Washington peut avoir des répercussions au-delà des frontières américaines. La cour de [son propre pays a accepté son extradition vers les États-Unis](#). Pourquoi? Il hébergeait des liens vers des fichiers vidéo d'émissions de télé sur ses serveurs, un crime qui n'en est pas un dans son pays... mais qui l'est au pays de l'oncle Sam!

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



[Avant que Monsanto ne débouche le champagne, agissez!](#)



Le référendum islandais et les silences médiatiques



Manifestation mondiale contre Monsanto le 25 mai



2e Marche mondiale contre Monsanto - 12 octobre 2013